Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2017)

Heft: 2157

Artikel: Inflation : le retour? : Si la croissance repart enfin, la BNS reste sur le front

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1014275

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

été fort mal accueillies par tous les partis: on dirait même que tel a été leur but inavoué.

Les conditions d'un retrait de Rasa

L'initiative Rasa a toujours été conçue comme un plan B, au cas où le Parlement ne parviendrait pas à élaborer un contre-projet digne de ce nom. Mais le retrait de l'initiative n'est envisageable qu'à trois conditions. En premier lieu, le contre-projet direct doit éliminer la contradiction entre l'article 121a et les accords bilatéraux. Il faut ensuite que la sécurité de droit soit rétablie. Enfin l'alternative proposée doit présenter davantage de chances de passer que l'initiative Rasa. Il saute aux yeux que les variantes du Conseil fédéral ne remplissent aucune de ces conditions.

La balle est donc dans le camp du Conseil fédéral et surtout du Parlement. Il leur appartient de proposer et d'adopter un véritable contre-projet. Un certain nombre de propositions sont actuellement en discussion, notamment celles des Vert'libéraux et des Verts, qui valent bien mieux que les variantes gouvernementales. Plusieurs groupements et associations sont en train de se coordonner pour évaluer la possibilité d'une action commune allant dans ce sens.

Un contre-projet véritable à Rasa constitue, en fait et en droit, un contre-projet tardif à l'initiative contre l'immigration de masse. En d'autres termes, Rasa permet aux autorités de rattraper ce qu'elles ont négligé de faire lors du débat parlementaire sur l'initiative de l'UDC, en 2013, avec les conséquences dramatiques que l'on sait. Car, rétrospectivement, on ne peut s'empêcher de penser que l'initiative de l'UDC ne serait jamais passée si un contre-projet direct lui avait été opposé.

Néanmoins, pour ses auteurs unanimes, l'initiative Rasa reste le moyen le plus simple, le plus clair et le plus efficace de sortir de l'impasse dans laquelle la Suisse s'enfonce depuis le 9 février 2014.

Inflation: le retour?

Si la croissance repart enfin, la BNS reste sur le front

Jean-Pierre Ghelfi - 07 mars 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31153

La conjoncture économique paraît s'améliorer dans la plupart des grands pays développés. En Suisse aussi. Les centaines de milliards de francs *«imprimés»* pour contrer la spéculation à la hausse sur le franc viendront-ils inonder les marchés et créer de fortes tensions inflationnistes?

Nous venons de vivre une période économique qui figurera plus tard dans les manuels. En mai 2007, l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) passait la barre des 100 points. Dix ans plus tard, en janvier de cette année, il s'établissait à nouveau à 100. Entre-temps, il avait d'abord très modestement augmenté pour toucher 103,6 en mai 2011. Il s'était ensuite orienté à la baisse pour atteindre 99,6 en janvier de l'année dernière.

Dix ans donc avec une inflation zéro. Ce constat est étrange pour des personnes qui ont connu des périodes où les prix enregistraient des hausses annuelles consécutives de plusieurs pour cent! En prenant davantage de recul, on voit que l'IPC de base 100 en septembre 1966 se situe présentement à 325. Sur un demi-siècle, les prix ont ainsi un peu plus que triplé. Cette majoration est faible en comparaison internationale, mais néanmoins importante en regard de la période récente

évoquée plus haut.

La stagnation actuelle des prix est évidemment la conséquence de la crise de 2007/2008 (crises des *subprimes*), qui a été profonde et a duré longtemps. A tel point d'ailleurs qu'on a vu fleurir nombre de commentaires et d'analyses qui, plutôt que d'y voir les effets quasi obligés d'une réelle dépression conjoncturelle un tant soit peu analogue à celle des années 30, avançaient de nouvelles hypothèses.

On évoquait le fait que le monde occidental, vieillissant, était entré dans une période de *«stagnation séculaire»* (tout de suite les grands mots!) caractérisée par une croissance économique anémique, par un chômage important et incompressible ainsi donc que par des prix durablement stables. Un tel pessimisme ne pouvait que nous annoncer des lendemains plutôt sombres.

Business as usual

Comme souvent en pareille situation, c'est au moment où l'on croit que tout va aller de mal en pis que la roue tourne. Depuis l'année dernière, la conjoncture s'est progressivement améliorée dans plusieurs pays développés. Les prix de certaines matières premières, à commencer par le pétrole, sont repartis à la hausse. Plus généralement, les indices des prix se sont redressés. Ils approchent les 2% de hausse annuelle aux Etats-Unis. En Allemagne, ils ont franchi cette limite (2,2%) pour la première fois depuis plus de quatre ans.

Plusieurs médias ont relevé à la fin de la semaine dernière que l'inflation dans la zone euro avait atteint 2% en février. Soit le taux considéré par les banques centrales comme le signe d'une conjoncture revenant à la normale – on va pouvoir renouer avec le *business as usual*. Conséquence prévisible: les banques centrales vont procéder au relèvement des taux d'intérêt. Celle des Etats-Unis, la Fed, l'a d'ailleurs fait récemment, en laissant entendre que d'autres majorations sont prévues.

Avec un certain décalage, la Banque centrale européenne (BCE) s'y mettra aussi, peut-être plus rapidement qu'on ne le croit. Le dernier bulletin conjoncturel du KOF (mars) paraît d'ailleurs le suggérer, en écrivant: *«Pour la première fois depuis longtemps [en fait depuis 2007], la croissance économique dans la zone euro est plus forte que celle des Etats-Unis»* La fin des taux d'intérêt négatifs est programmée.

Quant aux textes relatifs à la *«stagnation séculaire»*, leurs auteurs les ont réduits dans les tiroirs…

Sous le titre *«L'économie helvétique est en bonne forme»*, le *Tages-Anzeiger* du 3 mars consacre presque deux pleines pages pour en montrer plusieurs aspects positifs. Chez nous aussi, le renchérissement a quitté la zone négative en augmentant de 0,4% de janvier 2006 à janvier 2007. Hausse certes modeste, mais hausse tout de même, qui contraste avec les diminutions enregistrées dans les années 2009, 2012, 2013, 2015 et 2016.

Il faudra certainement faire encore preuve de patience pour approcher les +2% considérés chez nous aussi comme l'indice d'un retour à un fonctionnement normal de l'économie. La raison de ce retard helvétique continuera de résulter des pressions à la hausse sur le franc qui se font toujours sentir. Elles ne faibliront pas avant que la conjoncture ait retrouvé quelque vigueur chez nos principaux partenaires commerciaux et que notre monnaie ait cessé d'être considérée comme un havre de stabilité et de sécurité.

Reprendre son souffle

Et qu'adviendra-t-il alors des centaines de milliards que la BNS a émis ces dernières années pour acquérir des devises dans le but de contrer la spéculation à la hausse sur notre monnaie? A cette interrogation, on peut répondre que notre banque centrale peut sans autre laisser les choses en l'état.

Même si les sommes en cause paraissent considérables à nos yeux de simples citoyennes et citoyens, elles ne sont, si l'on ose dire, que de l'argent dont la BNS a le monopole de l'émission. Ses achats de devises ont permis d'éviter que la crise de 2007/2008 ne prenne davantage d'ampleur et

ne cause de plus considérables préjudices. N'est-ce pas là l'essentiel?

Il n'en reste pas moins que ces substantielles masses d'argent aujourd'hui stockées dans des comptes à l'étranger pourront revenir sur les marchés dès le moment où la situation économique reprendra du vif. Le risque ne sera-t-il pas alors qu'elles inondent les marchés? Dans ce cas, au lieu de conserver un paisible renchérissement de 2%, ne risque-t-on pas d'entrer dans une phase de forte inflation? Il y a là des risques réels.

Parviendrons-nous à les maîtriser? Ce seront de beaux défis à relever par nos autorités, BNS en tête. Mais avant de vouloir à nouveau peindre l'avenir en noir alors que nous ne sommes pas encore vraiment sortis de la crise actuelle, on peut commencer par reprendre son souffle. Et se dire aussi que l'hypothèse d'une forte inflation n'est pas encore vraiment d'actualité. Et même que nous en sommes encore loin.

Le rôle des crises financières dans la montée des populismes

L'analyse historique est passionnante et montre que d'autres facteurs interviennent également

Virgile Perret - 12 mars 2017 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/31173

Du Brexit à l'élection de Donald Trump en passant par la montée du Front national en France, la liste est longue d'événements venant accréditer l'idée selon laquelle la crise financière de 2007-2008 et ses multiples soubresauts sont au moins en partie responsables de la montée des populismes et de la tentation du repli national.

Si elle trouve désormais un certain écho dans l'opinion publique, la thèse d'un lien de cause à effet entre crise financière et populismes est-elle pour autant fondée?

Le vote pour l'extrême-droite augmente d'un tiers

Une recherche récente, qui se distingue par son ambition scientifique, a analysé ce phénomène de manière systématique dans 20 démocraties avancées entre 1870 et 2014, passant au peigne fin plus de 100 crises financières et 800 élections.

Les résultats sont d'une netteté accablante. Les crises financières augmentent en moyenne d'un tiers le vote pour l'extrême-droite, engendrent une fragmentation politique qui rend la gouvernance post-crise plus difficile et déclenchent différentes formes de contestation sociale dans les rues (grèves générales, manifestations).

Les récessions *«normales»*, c'est-à-dire qui n'impliquent pas de crise financière, ne produisent pas de tels effets. Cette différence s'explique par le fait que les crises financières sont perçues comme un échec de la part d'élites politiques entretenant des liens de collusion avec la finance.

Autre explication: les crises financières ont généralement des répercussions massives et spectaculaires (chômage, faillites) et impliquent des opérations de sauvetage des banques avec de l'argent public. Ces opérations sont financées par des réductions des dépenses publiques et des hausses d'impôts et sont par conséquent très impopulaires.

Un retour à la normale après 10 ans?

Mais l'étude comporte aussi un résultat qui se veut plus rassurant: les effets des crises financières s'estompent après 5 ans, et 10 ans plus tard la vie politique reprend son cours normal. Or, 10 ans après 2007, nous nageons toujours en pleine flambée de populismes